

● (1650)

C'est justement, à mon sens, ce que le NPD souhaite. Je connais l'importance de l'industrie du bois tendre. Je suis d'accord avec l'information qu'un député néo-démocrate nous a donnée aujourd'hui au sujet du nombre d'emplois qui dépendent de cette industrie aux États-Unis. Le gouvernement actuel a tenté de le savoir. On nous a tout expliqué en détail pendant que j'étais à notre ambassade de Washington. C'était très important et ils rassemblaient l'information.

Le président suppléant (M. Paproski): Je vais accepter une question et un commentaire brefs du député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow).

M. Orlikow: Monsieur le Président, je désire féliciter le député. C'est la première fois que j'entends un député ministériel parler des renseignements disponibles auprès du ministère des Affaires extérieures qui analyse la politique «Achetez américain». Si le député consultait ces documents, il comprendrait notre inquiétude. Ce document intitulé «Achetez américain», préparé par notre ministère des Affaires extérieures, démontre que la politique d'achat préférentielle du gouvernement américain remonte à 1933. Cette politique prévoit en général que les biens et services achetés par le gouvernement fédéral pour utilisation aux États-Unis doivent avoir été produits dans le pays à moins que l'intérêt public ne s'y oppose. On y trouve ensuite une liste de tous les programmes de subventions destinés à l'industrie halieutique et à l'agriculture américaines ainsi qu'une liste alphabétique de tous les États américains et des restrictions que chacun d'entre eux impose aux achats dans tous les autres États de l'Union sans parler du Canada.

On nous exhorte à renoncer aux mesures que nous prenons afin de protéger notre industrie et nos emplois. Quand le premier ministre (M. Mulroney) ou M. Reisman va-t-il demander aux États-Unis à quel moment ils vont renoncer à leur protection, si nous devons renoncer à la nôtre? Quand allons-nous arrêter de négocier en étant dans l'impossibilité d'agir?

Le président suppléant (M. Paproski): J'accorde au député 30 secondes pour répondre.

M. James: Je veux seulement rappeler que c'est l'une des raisons pour laquelle nous voulons négocier un accord avec les États-Unis. Le slogan «Achetez américain» est sans nul doute une source d'inquiétude et d'irritation. Je pense l'avoir dit dans mon exposé cet après-midi. C'est un énorme marché auquel nous aimerions avoir accès.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette d'annoncer que la période des questions et des commentaires est maintenant terminée. Le député de Kootenay-Ouest (M. Brisco).

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, le bilan de notre gouvernement est une suite de succès. Cela montre qu'il obtient des résultats. Malgré les railleries des députés néo-démocrates, nous serons en mesure de démontrer en quelques mots le genre de progrès économique que le Canada a réalisé au cours des deux dernières années.

Déjà, nos succès commencent à se faire sentir. Nous commençons à gagner du terrain. Nous ne permettons plus à l'inflation d'engloutir les revenus des Canadiens. C'est une réussite. En maîtrisant l'inflation, nous avons commencé à relancer

Les subsides

l'économie. Nous avons pu faire baisser le taux de chômage de 11.6 p. 100 à moins de 10 p. 100. C'est un chiffre réel dont plus de 600,000 Canadiens d'un bout à l'autre du pays connaissent la signification et l'utilité. Ils peuvent remercier au moins en partie le gouvernement fédéral pour ces emplois que nous avons aidé à créer. Nous créons à l'heure actuelle plus de 1,000 nouveaux emplois par jour. C'est là la réalisation d'un gouvernement sérieux qui fait en sorte d'obtenir des résultats. Le Canada se porte mieux grâce à la politique de notre gouvernement.

L'emploi n'est pas le seul indice du succès de notre politique. Pour la première fois depuis un certain nombre d'années, la productivité augmente en même temps que l'emploi. C'est une tendance très importante. Depuis cinq ou six ans, les gains de productivité se sont faits aux dépens de l'emploi. Or, à l'heure actuelle, de plus en plus de Canadiens entrent sur un marché du travail plus solide et compétitif. Le Canada devient une nation plus forte. Nous ne sommes plus des coupeurs de bois et des piseurs d'eau. Les Canadiens peuvent être fiers de nos progrès technologiques et de la base industrielle diversifiée qui fait de nous une puissance commerciale, la septième du monde en importance. Environ 60 p. 100 des exportations du Canada dépendent du secteur des ressources, et une partie plus importante de ces ressources est transformée au Canada. Les matières premières constituent moins d'un tiers de nos exportations maintenant. Nous comptons de plus en plus sur l'ingéniosité et les compétences de notre main-d'oeuvre hautement qualifiée pour notre production actuelle et l'enrichissement de notre pays à l'avenir.

Notre économie est forte et florissante. Les exportations ont stimulé notre économie dans ses périodes de léthargie passagère. Notre relance économique a été meilleure que celle des États-Unis: en 15 mois, elle a progressé au taux annuel de 6.1 p. 100, comparativement à 2.6 p. 100 chez les Américains. Nous leur avons damé le pion aussi en ce qui a trait à la création d'emplois. Mieux encore, depuis un an et trois mois, notre productivité a augmenté cinq fois plus que celle de États-Unis.

Il y a des années que le Canada n'a pas été si fort. Jamais auparavant tant de Canadiens se sont montrés aussi disposés à affronter la concurrence internationale et à regagner les marchés perdus. Depuis le début de la relance, la valeur des exportations canadiennes a augmenté de 40 p. 100, soit deux fois plus que lors de toute reprise qui a suivi les récessions que nous avons connues depuis la guerre de Corée. Le commerce est important. C'est aux exportations que le Canada doit d'être devenu l'une des principales et vigoureuses nations commerçantes du monde. Seule l'Allemagne nous dépasse dans le domaine des activités économiques reliées au commerce. Notre grande dépendance des échanges commerciaux est une des caractéristiques qui distinguent notre pays des autres. Quelque 30 p. 100 de l'activité économique nationale est tributaire du commerce international. Cette proportion est pratiquement le double de la moyenne des pays industrialisés de l'Occident.

Cette dépendance est évidemment une arme à double tranchant. Tant que les travailleurs canadiens réussiront à soutenir la concurrence, nous continuerons à créer des emplois par l'entremise des marchés d'exportation. Il va sans dire que si l'on